

Quelques éléments d'approche du hirak en Algérie et de ses origines récentes

Soirée-débat organisée par l'association Coup de Soleil dans le cadre de la Quinzaine de la Solidarité internationale le Samedi 23/11/2019

On ne peut pas comprendre l'ampleur qu'a pris le hirak sans rappeler quelques éléments d'information sur les combats précédents qui l'ont rendu possible.

L'Association Coup de Soleil de Montpellier, a toujours été attentive aux évènements qui touchent les pays du Maghreb que ce soit sur le plan culturel, sur le plan social ou directement sur le plan politique même s'il ne s'agit pas de sa vocation principale.

Pour rappel, tout juste avant le début de ce qu'on a appelé le printemps arabe 2011, nous avons organisé un évènement important autour de trois personnalités maghrébines, à savoir **Mohamed Benchicou**, l'ancien directeur du Matin d'Algérie, **Mr Ali Lmrabet** l'ancien directeur de Tel Quel au Maroc et pour la Tunisie Mme **Sihem Bensedrine** militante des droits de l'homme.

Les trois intervenants, après avoir fait le même bilan catastrophique pour les libertés publiques dans les trois pays, faisaient le même constat :

- corruption généralisée autour des marchés publics
- parlements complices et gouvernements souvent incompetents

Les trois intervenants disaient que les trois sociétés étaient sous une telle pression que l'explosion était imminente puisque pour les trois pays aucune réforme globale n'était envisagée et que tout était fait par les trois pays pour empêcher la visibilité d'opposants réels et déterminés.

Mohamed Benchicou avait à l'époque attiré l'attention sur le risque d'avoir des mouvements sociaux massifs mais sans leaders et sans organisations pour les accompagner, les orienter et les doter de programmes de réformes à tous les niveaux. C'était également valable pour la Tunisie suite aux révoltes de Gafsa et au Maroc suite aux évènements de Sidi Ifni et plus tard de Jerada. C'est en partie ce qui se déroule actuellement en Algérie dans le sens où l'un des points qui revient le plus depuis le début du hirak c'est justement l'absence de leaders ou de direction désignés par le mouvement.

Nous avons également invité à deux reprises **Mr Daho Djerbal et Aissa Kadri** en tant que responsables de la revue **Naqd** à l'occasion de la publication de textes importants comme celui consacré à l'apparition de ce qu'on a appelé nos oligarques et la problématique du transfert des rentes publiques vers des rentes privées. Nous étions, ce soir-là, au cœur de ce qui allait déclencher cette terrible guerre des clans dont on avait déjà eu un aperçu lors du démantèlement de l'empire Khalifa au début des années 2000. Il y a eu un redéploiement des cartes au profit d'un certain nombre de faux capitaines d'industrie dont la prospérité exceptionnelle reposait beaucoup plus sur la commande publique que sur des compétences en matière de gestion.

Le fait que ces transferts de rentes se soient déroulés essentiellement pendant la décennie noire, c'est-à-dire sous l'état d'urgence et le terrorisme, renforce encore la suspicion d'un plan diabolique monté par certaines officines au profit des clans qui avaient fait les meilleures alliances. Tout cela sous les auspices des gouvernements Bouteflika , grands ordonnateurs de la corruption publique et grands protecteurs des prédateurs de l'argent public (affaire Chakib Khelil , Bedjaoui etc) et aussi grands promoteurs d'une délinquance internationale (affaire Kamel El Bouchi , affaire Alilat etc)

Au cœur du hirak aujourd'hui, à l'ombre des marches populaires se déroule une terrible guerre entre des clans dont la seule ambition est de se replacer au cœur du dispositif de la corruption pour la maîtrise des recettes de Sonatrach, des fournitures de l'armée algérienne et des forces de sécurité auxiliaires pour ne citer que les exemples les plus connus.

C'est un redéploiement d'alliances parce que l'actuel Général Major Ahmed Gaid Salah était déjà dénoncé en 2014 comme étant le militaire le plus corrompu du pays et sa présence à ce poste signifiait qu'il protégeait déjà le système. Et c'est parce qu'il a fonctionné dans cette logique de clans quasi-maffieux qu'il n'a aujourd'hui aucune légitimité à vouloir offrir au pays une solution démocratique. La rue algérienne le lui rappelle à chaque marche.

Enfin , nous avons également invité Mr **Djilali Hadjadj** le porte-parole de l'Association Algérienne de lutte contre la corruption avec lequel nous avons conclu que la généralisation de la corruption autour des grands marchés d'équipement , tels que celui de l'autoroute Est-Ouest qui est le plus emblématique, allait finir par alimenter une colère populaire au fur et à mesure de la diminution des recettes de l'Etat , celui-ci ne pouvant obtenir de nouvelles clientèles sociales. Nous le voyons très bien maintenant quand on voit la difficulté du pouvoir à réunir, ne serait-ce que deux cent personnes pour le soutenir alors que des millions d'algériens exigent le départ de tout le système avec la fameuse formule de « Yatnahaw gaa ».

Avec Mr Djilali Hadjadj nous avons découvert toutes les coulisses de la diplomatie algérienne qui a tout fait pour l'empêcher, avec son statut d'ONG, d'assister aux instances internationales qui traitent de la corruption et des moyens pour la combattre. Nous avons découvert aussi toutes les manœuvres législatives pour ne pas appliquer des conventions internationales que l'Algérie venait de ratifier comme celle de 2004.

Depuis une semaine, on a appris l'arrestation d'un autre responsable associatif très investi dans la lutte contre la corruption.

L'ancien président Bouteflika , ses conseillers et sa famille, profitant de la manne pétrolière exceptionnelle ont multiplié les crédits bancaires hallucinants, les subventions illégales, les marchés publics de gré à gré, les attributions d'immenses réserves foncières, l'élimination de tout contrôle douanier, des transferts de devises si importants que plusieurs pays ont lancé des alertes restées sans effet, des importations sans limite, tout cela saupoudré de népotisme et de régionalisme.

L'incompétence est telle qu'on a même un ministre de l'enseignement supérieur qui déclare en Aout 2018 « **En quoi ça m'avance moi, si on a un prix Nobel issu de l'Université d'Alger ?** » C'est bien le comble de l'incompétence et c'est un choc pour les étudiants qui sont aujourd'hui le fer de lance du hirak.

On a un ministre de la santé qui envoie sa femme accoucher en France au moment où les algériennes et les algériens font face à un système hospitalier public qui défraie la chronique chaque jour.

On sait maintenant qu'énormément d'élus locaux ont tout simplement acheté leur poste de député ou de sénateurs en versant des sommes inimaginables. Un des fils du Secrétaire Général du FLN est poursuivi pour avoir vendu des places de députés. Le frère du président Bouteflika, Said, est accusé d'avoir en réalité usé et abusé de la signature de son frère et du cachet de la Présidence de la République.

Voilà donc une partie du contexte politique, économique et social dans lequel les clans dominants décident de désigner le président Bouteflika à un **cinquième mandat** puisque le statu quo garantissait la prospérité scandaleuse et incontrôlée de tous les prédateurs de l'argent public.

On oublie souvent **qu'en 2014**, sa candidature à un quatrième mandat avait déjà suscité une vive opposition dans la classe politique, dans la société civile, souvenons-nous du mouvement Barakat, mais également auprès de certains militaires comme **le Général Yala** qui déclara à la presse

« Un président dans l'incapacité totale d'assumer ses fonctions a remis les clés du pays à un clan mafieux qui le dirige dans l'ombre, de manière illégale et inconstitutionnelle. Ce clan est décidé, et il le démontre tous les jours, à se maintenir au pouvoir quel que soit le prix que doit payer le pays, y compris celui de sa destruction voire sa disparition »

On pourrait citer aussi l'opposition du général Ben Hadid actuellement en prison pour avoir dénoncé publiquement cette situation de holdup du pays par des clans tellement puissants que même la centrale syndicale UGTA leur sert de relais.

Un dernier rappel quant à la terrible répression qui a frappé les médecins résidents dans plusieurs villes d'Algérie suite à une grève de plus de six mois. On oublie peut-être qu'en **Février 2018**, c'est-à-dire un an avant le début du hirak, la **Grande Poste à Alger** était envahie par des milliers de médecins avec lesquels la population commençait à fraterniser malgré le filtrage organisé par la police. A ce moment-là il était interdit de manifester à Alger et les médecins avaient brisé un tabou en affrontant une répression qui fit plusieurs blessés. L'image de médecins ensanglantés, frappés à terre par des policiers avait choqué toute l'Algérie.

Avant les médecins, il y a eu deux mouvements de la société civile qui ont tenté de briser l'interdiction de manifester dans la rue :

- le mouvement **Barakat (Ca suffit)** qui est né, curieuse coïncidence le **22 Février 2014**, pour protester contre le 4ème mandat de Bouteflika

Ils demandaient aux gens d'envoyer ce courrier à la Présidence **« Je, soussigné... affirme n'avoir jamais rencontré de membre du gouvernement et n'avoir jamais demandé ni insisté auprès de qui que ce soit pour que vous vous présentiez à un 4e mandat. »**

- Le mouvement Mouatana ou Citoyenneté qui a initié les premières réunions politiques sur la place publique.

Ces deux mouvements de la société civile étaient dirigés par deux femmes, un médecin et une avocate.

Mais le pouvoir a tout fait également pour que les mouvements sociaux plus profonds, comme celui des chômeurs à Ouargla, ne se propage pas. Et c'est à partir du sud que vont être organisés des marches qui préfigurent celles d'aujourd'hui, je parle en particulier de celle de **Mars 2013 à Ouargla**, que ce soit pour le nombre de participants (15 000), pour la radicalité des slogans ou que ce soit pour l'apparition des premiers leaders comme Tahar Bellabes, Riadh Lamri ou Dalila Touat qui vont défrayer la chronique judiciaire et policière.

De façon générale, **la répression était tellement érigée en système** que personne ne pouvait imaginer un seul instant que les algériens dans leur grande diversité sociale ou géographique allaient **finale**ment déployer une mobilisation exceptionnelle à partir de Février 2019 au point que des observateurs avertis parlent **d'une nouvelle société algérienne**.

Il est vrai que jusque-là l'Algérie avait été habituée à des émeutes, des dégradations, des routes coupées, violences souvent alimentées par la provocation des forces de l'ordre.

Cette violence sans lendemain et sans effet d'entraînement, cette violence spécifique, locale avait fini par désespérer beaucoup d'acteurs de la société civile et beaucoup de syndicalistes. Un sociologue, au tout début du mouvement, dans un débat de rue sur les marches du Théâtre à Alger, a expliqué pourquoi ces émeutes localisées à un village ou un quartier n'inquiétaient pas le pouvoir qui rachetait la paix sociale en promettant ou en attribuant quelques logements.

Voilà ce que disait, il y a un mois, Mr **Nacer Djabi**, un sociologue très impliqué dans l'analyse du mouvement

«La référence du jeune Algérien d'aujourd'hui n'est ni l'Arabie Saoudite ni le Pakistan. Il se réfère au monde moderne. Cela est confirmé par son insistance sur le caractère pacifique de la mobilisation et le respect des femmes présentes en force dans le hirak. Ainsi, nous ne nous sommes plus dans la configuration des années 1990.»

Le mouvement des chômeurs, très fort dans le sud de l'Algérie, a été un élément constitutif du hirak d'aujourd'hui, il en est même le préambule.

Il y a, depuis quelques semaines, une vidéo du jeune **Ghermoul** qui a été le premier à brandir une pancarte « Non au 5^{ème} mandat ». Il explique dans sa vidéo que les chômeurs ont pris conscience que leur situation de sans-emploi **n'était pas un simple problème économique mais bien un problème politique**.

Il y a un dernier élément qui permet d'éclairer la puissance du hirak, ce sont les supporters de quelques grandes équipes de football à Alger qui ont développé depuis 2014 des tribunes politiques incontrôlables, des chansons reprises en chœur chaque semaine dans les stades.

Dès 2016, des journalistes nous disaient que le jour où ces chansons sortiront dans la rue, ce sera un feu que personne ne pourra atteindre.

On a même vu les supporters de deux clubs ennemis inconciliables à Alger, se regrouper et crier « Khawa khawa », slogan repris par les millions de marcheurs.

Ce n'est pas un phénomène propre à l'Algérie puisqu'en Tunisie, en 2011, les supporters des deux grandes équipes rivales L'Espérance de Tunis et le Club Africain étaient ensemble dans les premières bagarres sur l'Avenue Bourguiba.

En Egypte, à la même période, les supporters d'Al Ahli et du Zamalek ont défendu ensemble les manifestants regroupés sur la place Tahrir. On pourrait aussi évoquer les clubs de football d'Istanbul défendant ensemble la place Taksim.

Des politologues et des sociologues travaillent actuellement sur ce phénomène de l'irruption des stades dans l'expression de la contestation politique, travail normalement dévolu aux partis politiques ou aux organisations de la société civile.

C'est donc cet ensemble d'éléments dont je viens de parler qui constitue une des grilles de lecture du hirak qui a démarré au début de cette année 2019 lorsque le pouvoir algérien, dans toutes ses composantes civiles et militaires, a voulu reconduire pour un cinquième mandat un homme physiquement incapable de quoi que ce soit.

En comparaison avec les violences habituelles, ce qui rend le mouvement populaire actuel en Algérie exemplaire et inédit c'est évidemment la discipline, le civisme, l'irruption de ces jeunes qui nettoient les rues derrière les cortèges, l'initiative de simples citoyens qui posent des bouteilles d'eau fraîche le long des marches ou qui distribuent des gâteaux.

On voit là que les jeunes algériens ont beaucoup appris, d'abord des luttes précédentes, mais également des expériences d'autres pays qui ont mis le pacifisme comme viatique.

Mais plus proche de nous, ces manifestations inattendues qui prennent rapidement la forme d'un tsunami renvoient aux manifestations du peuple d'Alger le 11 Décembre 1960 à l'insu du FLN lui-même craignant de perdre la maîtrise des événements à seulement quinze mois du cessez-le feu du 19 mars 1962. Cela renvoie aussi à la marche historique des ouvriers algériens à Paris le 17 Octobre 1961.

Encore plus proche de nous ces marches rappellent celles de 1990 et 1992 qui ont précédé l'entrée dans la décennie noire, ou encore celles de 2001 qui ont donné lieu à l'assassinat de plus d'une centaine de jeunes en kabylie.

Dès les premières marches du hirak, celles des trois premiers mois, on voit rapidement qu'il s'agit effectivement **d'une nouvelle génération d'algériens massivement connectés aux réseaux sociaux**. Deux chiffres sont intéressants à retenir : il y aurait plus de **20 millions d'algériens sur les réseaux sociaux et plus de trente millions d'algériens possèdent des smartphones**, c'est-à-dire autant de possibilités de filmer, de publier et de témoigner à tout moment et en tout lieu.

Cette extraordinaire présence sur les réseaux sociaux, les jeunes étudiants plus particulièrement, la qualité des pancartes et des slogans, la logistique des marches aussi bien à Alger que dans les autres villes, tout cela indique, selon certains sociologues, qu'il y a là une **« nouvelle façon de penser l'appartenance à la nation »**.

Ce qui est remarquable c'est le fait pour ces jeunes, hyper connectés au monde, de ne pas se couper de la mémoire nationale puisque leurs pancartes réhabilitent les grandes figures du mouvement de libération. L'apparition de **Djamila Bouhired, de Louiza Ighilaziz, de Lakhdar Bouragaa**, c'est-à-dire des icônes de la révolution algérienne, donne à ces marches encore plus de prestige et de crédit. En clair il ne s'agit pas d'une colère des jeunes mais bien celle de toute la société.

Très rapidement, les marcheurs vont expliquer que leur objectif dépasse la question du 5^{ème} mandat du président Bouteflika , ils veulent aller beaucoup plus loin et exiger une réforme radicale des institutions et des hommes qui les font fonctionner.

En apprenant que les marches ont eu lieu dans la majorité des grandes villes du pays, les marcheurs vont passer du slogan dégagiste « **Yetnahaw Gaa** » (ils doivent tous partir) à celui, plus politique, de « **Yathasbou Gaa** » c'est-à-dire « **Ils doivent tous rendre compte** ».

Cette diversité sociale des marcheurs de chaque vendredi s'exprime dans les slogans et les pancartes.

Lorsqu'on lit « Seul Chanel peut faire le n° 5 » ou « **Les Algériens sont tous en CDI, c'est-à-dire Colère à Durée Indéterminée** » ou encore « **Nos rêves ne rentrent pas dans vos urnes** » on sent une inspiration urbaine des classes moyennes.

Mais on lit aussi « **Si vous avez l'intention de continuer, faites-nous un bon prix pour le vinaigre** » d'inspiration plus populaire .Ou encore **la Sourate préférée du Président Bouteflika est la Sourate de la Chaise « Sourat El Koursi »**.

Pour aller vers les conclusions, voici les critiques justifiées ou non adressées au hirak :

- Le hirak est un mouvement de protestation et non de proposition, à mon avis ce n'est pas tout à fait juste car il y a eu beaucoup de plateformes de revendications issues de divers groupes.
- Le dégagisme exprimé par le fameux « Yatnahaw Gaa » n'est pas pour autant un programme politique. C'est un discours prépolitique.
- Le hirak n'a pas su dégager une direction représentative de ses marches.
- Le hirak fait partie des fameuses révolutions colorées complètement dirigées par des ONG liées à la CIA ou Israël
- Le hirak est entièrement manipulé par l'ancien chef de la Sécurité Militaire le Général Toufik, actuellement en prison et condamné.

Je pourrais multiplier ce type d'observations malveillantes ou mal inspirées qui auraient pu être pertinentes s'il s'agissait de la révolte d'une seule région d'Algérie, d'une ville ou d'une catégorie professionnelle. Il s'agit depuis neuf mois d'une révolte qui s'est étendue très rapidement à toutes les régions de l'Algérie, y compris le grand sud.

Si le hirak n'a pas présenté de programme politique c'est justement parce qu'il ne s'agit pas d'un parti politique, structuré et préparé à ce type d'évènement, les marcheurs ne se connaissent pas au début , ils n'ont pas fait de réunions et ils se découvrent et apprennent au cours de leurs marches qu'ils sont dans un processus politique de réappropriation de l'espace public. Mis à part quelques partis de gauche, tous les partis politiques de la mouvance démocratique ont perdu leur crédibilité soit pour avoir participé à certains gouvernements, soit pour avoir été silencieux au parlement à chaque fois que la machine libérale écrasait les plus pauvres, soit pour avoir participé aux élections précédentes malgré tous les scandales de fraude à ciel ouvert.

A partir des critiques adressées au hirak, s'est développé **un courant patriotico-nationaliste** qui prétend que ces marches qui ont réveillé le pays n'ont été possibles que grâce à l'Armée nationale et à son Chef d'Etat-major Mr Gaid Salah.

Ces intellectuels patriotes vont jusqu'à dire que ces marcheurs qui dénoncent désormais l'armée et ses généraux sont une menace à la nation, certains ont même applaudi l'arrestation des marcheurs qui brandissaient l'emblème amazigh alors que tout le monde a compris que cette interdiction des symboles de notre berbèrité/amazighité a été dictée à nos généraux par les Emirats Arabes Unis avec qui notre armée, celle que veulent défendre les intellectuels patriotes, entretient des relations commerciales plus que douteuses.

Tous les officiers qui ont osé critiquer certains achats d'équipements militaires auprès de Emirats Arabes Unis ont été soit licenciés, soit liquidés. Le dernier en date est le Général Amroun dont on a dit qu'il s'était suicidé alors que l'on sait qu'il s'opposait à un contrat de fourniture militaire dans lequel était impliqué le fils du Chef d'Etat-major.

Ces intellectuels qui défendent l'armée parce que celle-ci serait le meilleur rempart pour préserver la nation oublient que cette armée a protégé depuis vingt ans notre plongée dans les abysses de la corruption, ils oublient que cette corruption incarnée par les oligarques mais que derrière chaque oligarque se trouvait un général ou un colonel qui allait intimider les banquiers, les douaniers, les mairies ou les préfectures pour obtenir des réserves foncières phénoménales.

La meilleure réponse à mon avis est que le mouvement populaire national est actuellement le meilleur rempart pour préserver la nation et c'est bien le Hirak, et non l'armée, qui a obligé le pouvoir à renoncer à son cinquième mandat, qui a obligé Bouteflika à démissionner et qui a entraîné une première vague d'arrestations et de condamnations de personnalités liées au système Bouteflika.

Pour le reste, les algériens observent le règlement de comptes qui s'opère sous leurs yeux entre des clans qui considèrent l'Algérie comme leur tiroir-caisse.

Bachir DAHAK

Administrateur de Coup de Soleil

Quelques éléments du débat

Pour les élections du 12 Décembre 2019.

Il y a d'une part les rumeurs (souvent de pré-informations en Algérie) qui évoquent un possible report à Mars 2020, l'échec de la campagne électorale de candidats impopulaires, l'éventualité du blocage des bureaux de vote par les marcheurs, le refus de certaines mairies d'organiser les élections, les graves problèmes de santé de l'actuel président par intérim, tout cela aurait créé un climat de fronde contre l'obstination du chef d'Etat-major.

Il y a d'autre part ceux qui ne croient plus aux rumeurs, qui sont convaincus que le pouvoir va réussir ses élections en mobilisant les réseaux du FLN et du RND encore présents à travers tout le pays, en impliquant ses milliers de fonctionnaires. Le pouvoir a multiplié les mesures

populaires et, malgré les difficultés économiques, a promis de recruter des milliers de jeunes sous contrats aidés.

L'affluence dans les mairies pour les inscriptions en liste électorale serait un signe révélateur.

L'armée algérienne est traversée par les mêmes contradictions que sa société et il est de plus en plus difficile de croire à un sursaut ou une fronde contre le cours actuel même si la tête de l'Etat-Major est incarnée par un officier notoirement connu pour des faits de corruption.

Sur le danger islamiste

On a évoqué d'un côté l'excès de bigoterie et de religiosité qui enveloppe désormais la société algérienne dans ses gestes quotidiens, dans ses paroles et d'un autre côté l'aspect républicain, pacifique et consensuel des marches.

Les marcheurs sont plus nombreux à crier « Dawla Madania » (un Etat civil) que le fameux « Dawla Islamiya » (Etat islamique) mais beaucoup pensent qu'une récupération est toujours possible.

Une observation importante

La nouvelle génération (les Algériens 2.0) ont cette particularité étonnante qui est la maîtrise des éléments **du langage politique** (les articles de la constitution, sens de la rhétorique et de la répartie) et **du langage religieux**, d'où leur désinhibition ou leur « décomplexification » par rapport à des éléments coraniques qu'ils utilisent de façon naturelle alors que jusque-là **c'était le monopole des islamistes** (acteurs politiques ou religieux).

Dans la même foulée, le hirak, en permettant à des millions de citoyens de se réapproprier le débat public, l'espace public, est une formidable école d'apprentissage de la citoyenneté qui rapproche l'horizon d'une sécularisation de la société. Voilà une question à approfondir prochainement.

Sur les islamistes eux-mêmes il a été rappelé que leur participation aux gouvernements de Bouteflika et à toutes ses opérations électorales a fini par les assimiler à toute la classe politique dont on exige le départ.

Sur la composition socio-politique du hirak

Il s'agit bien d'un mouvement inter-générationnel parce que l'aspiration à la liberté interpelle et mobilise tout le monde.

Certains disent que les classes moyennes, très importantes les premiers mois, auraient peu à peu réduit leur participation et les classes populaires constitueraient le gros des troupes.

Sans une étude sociologique sérieuse à l'échelle du pays, rien n'est certain même s'il est déjà avéré que le hirak se compose de plusieurs groupes et de plusieurs courants.